Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Direction Générale des Politiques Agricole, Agroalimentaire et des Territoires

Service de la production agricole
Sous direction des entreprises agricoles
78, rue de Varenne
75349 Paris 07 SP

Dossier suivi par Éric ZUNINO
Tél. : 01 49 55 42 45 – 01 49 55 85 26
Courriel : eric.zunino@agriculture.gouv.fr

CIRCULAIRE

DGPAAT/SDEA/C2009-3043

Date: 15 avril 2009

Date de mise en application : immédiate
Nombre d'annexes :

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
à

Mesdames et Messieurs les Préfets de région
Mesdames et Messieurs les Préfets de département

Objet : Conventionnement départemental 2009 relatif à la mission de service public déléguée aux ODASEA par les préfets (DDAF ou DDEA).

Résumé : le conventionnement 2009 étant désormais défini, il vous appartient de le décliner au plan local. Votre attention est appelée sur le cadre budgétaire qui limite très fortement le volet optionnel résiduel.

Mots clés : ODASEA, ADASEA, convention 2009.

DESTINATAIRES	
Pour exécution	Pour information
Mmes et MM. les Préfets de département Mmes et MM. les Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt Mmes et MM. les Directeurs départementaux de l'équipement et de l'agriculture M. le Président Directeur Général de l'ASP M. le Président de l'APCA	Administration centrale Mmes et MM. les Préfets de région Mmes et MM. les Directeurs régionaux de l'alimentation, l'agriculture et de la forêt Organisations professionnelles agricoles Mmes et MM. les Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt de la Corse Mmes et MM. les Directeurs de l'agriculture et de la forêt des DOM

1 - La **convention tripartite nationale 2009** a été signée le 26 mars 2009. Elle annule et remplace la convention 2007-2008. Compte tenu de la priorité du ministre en faveur de l'installation, et afin de tenir compte du cadre budgétaire imposé, elle repose sur les deux grands axes suivants :

- **recentrage de la convention sur le socle national obligatoire installation-transmission ;**
- **suppression du volet optionnel financé au titre de la convention, à la seule exception de l'accompagnement des agriculteurs en difficulté, dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible et en priorité pour les départements ayant inclus une action similaire dans leur convention départementales en 2007-2008.**

Sur cette base, les évolutions 2009 portent sur les points suivants :

- actualisation du champ du socle national obligatoire pour intégrer les décisions de la RGPP et les évolutions réglementaires intervenues depuis 2007 (suppression de l'aide à la transmission d'entreprises, de la préretraite en métropole et transfert du congés formation aux régions) ;

- révision de la grille tarifaire afin de revaloriser à 500 € (contre 362 € précédemment) la 3ème tranche (au-delà de 60 dossiers) de la pré-instruction des dossiers DJA ;

- ouverture de l'action optionnelle « accompagnement des agriculteurs en difficulté » prioritairement aux départements qui avaient mis en œuvre une action similaire en 2007-2008, mais extension possible à tous les départements qui le souhaitent dans la limite de la marge budgétaire disponible ;

- modification du cahier des charges relatif à l'accompagnement des agriculteurs en difficulté. Cette action doit être distincte des prestations « audits et suivis » d'exploitations : il s'agit désormais, non pas d'assurer la pré-instruction des dossiers au titre du décret 2009-87 (mesure AGRIDIFF), mais d'assurer un rôle d'intermédiation entre les agriculteurs concernés et les différents organismes créanciers et de les aider dans leurs démarches administratives ;

- subsidiarité laissée aux départements, les DDEA-DDAF pouvant déléguer d'autres missions optionnelles que l'accompagnement des agriculteurs en difficulté, mais sans garantie de financement *a priori* (le financement éventuel sera déterminé *in fine* par les marges qui pourraient être constatées en fin d'exercice). A cet effet, il convient de préciser que l'absence de contrepartie financière dans les conventions départementales est juridiquement possible si les parties contractantes en sont d'accord, et si ces nouvelles missions ne sont pas financées par des subventions croisées.

2 – Sur ces bases, une **convention-type départementale** vous est proposée en annexe de la présente circulaire (NB : cette version intègre les corrections d'erreurs présentes dans les fichiers qui vous avaient été adressés de façon informelle précédemment ; c'est donc elle qu'il convient d'utiliser). Il vous appartient de l'adapter en fonction des orientations que vous aurez arrêtées localement, y compris en ce qui concerne les cahiers des charges qui ne sont qu'indicatifs et non exhaustifs.
Compte tenu de la quasi-suppression du volet optionnel, ces adaptations sont cependant limitées au choix de déléguer ou pas la mission d'accompagnement des agriculteurs en difficulté et, de façon *a priori* gracieuse, d'éventuelles autres actions (telles que, par exemple, la gestion des avenant CAD ou des primes animales).

3 – Contrairement au précédent qui portait sur deux années, ce nouveau conventionnement ne vaut que pour la **période de la seule année 2009**. Il devra donc être revu pour les années suivantes, en fonction des orientations nationales qui auront été définies.

4 – Un élément important de ce conventionnement est évidemment son **cadre budgétaire**. La dotation budgétaire globale inscrite en LFI 2009 est extrêmement contrainte et ne laisse donc pas présager *a priori* d'importantes marges de manœuvres, si tant est qu'elles existent. Aucune garantie ne peut donc

vous être donnée à ce stade sur le financement éventuel des actions optionnelles que vous auriez décidé de déléguer à votre ODASEA. Ce n'est qu'en fin d'exercice, au vu du réalisé sur le socle national obligatoire, que le financement éventuel de ces actions pourra être examiné, dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible, d'abord pour l'accompagnement des agriculteurs en difficulté et en priorité pour les départements ayant inclus une action similaire dans leur convention départementale en 2007-2008.

En tout état de cause, un stabilisateur budgétaire pourrait être mis en œuvre si le financement du socle national obligatoire ou, en cas de marge sur ce dernier, de l'accompagnement des agriculteurs en difficulté dans les départements prioritaires ne pouvait pas être assuré à 100 %. Si tel était le cas, cela signifierait évidemment que le financement de toute autre action optionnelle serait impossible.

Dans ces conditions, il vous appartient de bien expliquer la situation à votre ODASEA avant d'inclure dans votre convention départementale d'éventuelles actions optionnelles. Si vous optez pour une telle inclusion, il vous est fortement conseillé d'adopter une approche conservatoire, à savoir que la délégation de ces missions se fera *a priori* sans aucun financement public.

5 – Comme indiqué dans la convention nationale, la dotation annuelle fait l'objet d'une répartition initiale de **plafonds départementaux** qui sont déterminés sur la base de l'activité réalisée sur le socle national obligatoire en 2008. Ces plafonds sont indiqués dans le tableau annexé à la présente circulaire (ils ne tiennent pas compte, à ce stade, du réalisé sur l'action optionnelle AGRIDIFF et seront donc actualisés ultérieurement pour les départements concernés). C'est sur cette base que le 1er acompte de 40 % a été versé fin mars par le CNASEA. Le second, de 30 %, le sera en juillet sur la base des conventions départementales signées (qui devront donc avoir été communiquées à votre DR ASP), et au vu du rapport intermédiaire (le tableau joint en annexe pourra être utilisé à cet effet).

6 – Les **chambres d'agriculture** souhaitant reprendre les activités des ADASEA d'un commun accord avec ces dernières n'ont désormais plus à se faire formellement agréer. La nouvelle procédure est décrite dans la note de service DGPAAT/SDEA/N2009-3012 du 1er avril. La rétroactivité mentionnée dans cette dernière ne concerne que les dossiers d'agrément en cours et n'ayant pas encore abouti avant la modification du code rural liée à la création de l'ASP, soit avant le 1er avril 2009. Cela signifie que les dossiers déposés dans la cadre de l'ancienne procédure d'agrément valent *de facto* au titre de la nouvelle procédure. Les ADASEA et les chambres d'agriculture concernées ne doivent donc pas présenter un nouveau dossier. Dans la pratique, sont concernés l'Ariège et la Charente.

Par contre, les rapprochements fonctionnels effectifs avant l'agrément formel des chambres d'agriculture ne sont pas reconnus de façon rétroactive. En effet, jusqu'au 31 mars inclus, l'agrément des chambres d'agricultures au titre d'ODASEA était juridiquement nécessaire. Concrètement, cela signifie que les chambres d'agriculture ne pourront bénéficier de la subvention ODASEA qu'à partir de la date :

- de leur agrément, pour la période du 1er janvier au 31 mars 2009 ;
- de leur reconnaissance par la DDEA / DDAF, à partir du 1er avril 2009.

7 – Des **dispositions financières spécifiques** sont à prévoir dans le cas de la **reprise des activités ODASEA** par les chambres d'agriculture en cours d'année. Il convient alors de solder la convention ADASEA/DDEA-DDAF/ASP.

Pour cela, le DDEA / DDAF établit le rapport d'activité définitif de l'ADASEA et fournit le certificat de service fait faisant apparaître le montant des actions réalisée**s**. Ces éléments devront être envoyés à la DR ASP.

L'ASP procédera alors au calcul du solde de la dotation (montant des actions réalisées – acomptes déjà versés) au titre de l'année 2009. L'ASP-siège procédera au versement d'un complément de dotation ou à l'émission d'un titre de recette le cas échéant.

8 – Des **précisions** sont nécessaires sur les points suivants :

► **articulation** du **socle national « installation-transmission »** et certains **dispositifs spécifiques relatifs à l'installation** :

- PIDIL : c'est la source de financement qui doit déterminer la ligne de partage RDI / PIDIL. Ainsi, une action financée au titre du PIDIL ne pourra pas en même temps l'être par la convention ODASEA ;
- PPP : la convention exclut le financement du Point info installation en tant qu'organisme de conseil et d'orientation au titre du PPP. Le Point info installation peut être financé par le FICIA dans le cadre du PIDIL et/ou par les collectivités territoriales.

► **Deuxième fraction de la DJA** et **travail de vérification des engagements DJA** : dans le cadre du contrôle administratif qui doit être réalisé au terme de l'étude prévisionnelle d'installation (EPI) pour les dossiers agréés avec un paiement anticipé de la 2ème fraction de la DJA entre le 01/01/2004 et le 30/11/2004, ainsi que du contrôle de l'EPI pour les dossiers JA à compter du 1/12/04, il est prévu que les ADASEA recueillent les documents et préparent l'instruction. Il s'agit donc d'une mission qui entre dans le champ du socle national de la convention. La prestation "Deuxième versement de DJA" doit donc s'entendre comme "Deuxième versement de DJA et contrôle au terme de l'EPI" et est modifiée en conséquence dans la grille tarifaire.

La Directrice Générale adjointe,
Valérie METRICH-HECQUET

ANNEXE 1

Générique 1.1	Cahier des charges Information collective

I. FINALITE

Assurer la préparation, la promotion et la communication d'un dispositif d'aides publiques
Favoriser la complémentarité des différents acteurs (collectivités, associations, organismes,...)

II. CONTENU DE LA MISSION

- Participer au montage collectif des opérations
- Préparer et assurer des réunions d'information
- Participer aux comités de pilotage, commissions, et autres réunions relatives à la mise en œuvre du programme
- Informer les bénéficiaires potentiels et les acteurs locaux
- Concevoir et diffuser des brochures informatives
- Informer dans les médias si nécessaires
- Suivre l'action et élaborer les bilans (répondre aux bénéficiaires sur les aspects réglementaires et administratifs, exploitation statistique des données à partir des outils fournis par le ministère,...)

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début **demande du DDAF ou DDEA (convention départementale)**
Fin **demande du DDAF ou DDEA (convention départementale)**

IV. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Contribuer à la promotion du dispositif et sa mise en œuvre
Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser.

V. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Forfait annuel d'heures, se reporter à l'annexe 4
Elément déclencheur de la prise en compte : bilan annuel

VI. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

Convention départementale
Circulaires et notes de service du Ministère
Brochures nationales ou départementales

Générique 1.2

Cahier des charges

MISSION INFORMATION INDIVIDUELLE

I. FINALITE

Informer les bénéficiaires des dispositifs d'aides publiques

II. CONTENU DE LA MISSION

- Accueillir physiquement et au téléphone dans les locaux de l'ODASEA
- Tenir des permanences qui peuvent être décentralisées
- Informer sur la procédure et l'organisation départementale pour la mise en œuvre du dispositif d'aides
- Analyser les besoins du candidat et son projet
- Orienter le demandeur vers les interlocuteurs départementaux
- Remettre les Notices explicatives nationales et départementales présentant les conditions d'engagement
- Remettre les imprimés de demande d'aide et la liste des pièces à fournir

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début **demande d'information du bénéficiaire**

Fin **fin de l'exposé de l'explication de l'aide qui peut donner soit l'enregistrement d'une demande d'aide à l' ODASEA soit une demande de prestation privée**

IV. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Démontrer la contribution de l'ODASEA à l'information individuelle : l'assistance offerte aux bénéficiaires concernant les actions conduites est apportée avec objectivité et neutralité, facilement accessible à tous les bénéficiaires potentiels, elle répond aux critères de service public notamment pour l'égalité de traitement

Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser.

V. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Forfait annuel d'heures – S e reporter à l'annexe 4.

Elément déclencheur de la prise en compte ; bilan annuel des indicateurs :

- Liste des rendez vous réalisés en individuel annuellement

VI. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

Les guides de procédure, les circulaires et convention départementale

Notices explicatives nationales et départementales

Imprimés de demande d'aide

Générique 2

Cahier des charges

PREPARATION DE L'INSTRUCTION ET TRANSMISSION DES DOSSIERS

I. FINALITE

Permettre à l'autorité de gestion de réaliser sa mission d'instruction et faciliter sa prise de décision

II. CONTENU DE LA MISSION

II.1. Pré-réception et vérification de la complétude du dossier

- Vérifier le caractère complet du dossier
- Demander les pièces complémentaires
- Tenir un registre de dépôt de dossiers
- Saisie et édition des documents correspondants sur OSIRIS ou autre outil de gestion fourni par le MAP

II.2. Vérification de la conformité, de l'elligibilité et de la cohérence du dossier

- Contrôler le contenu et la cohérence de pièces justificatives
- Expertiser l'eligibilité du demandeur, de l'exploitation de l'enteprise ou de l'organisme et de son projet
- Expertiser l'éligibilité de la demande : vérification détaillées des formulaires, cohérence du projet avec les études fournies avec la réglementation, avec les aides sollicitées,...
- Vérifier le respect des taux de financement et des taux de plafonds d'aides publiques
- Rédiger le rapport de préparation de l'instruction, proposer un montant d'aide

-Formuler l'avis motivé signé par une personne habilitée

- Saisie et édition des documents correspondants sur OSIRIS ou autre outil de gestion fourni par le MAP

II.3. Transmission du dossier complet et pré-instruit au Guichet Unique, DDAF ou DDEA

- Transmettre périodiquement les dossiers complets à la DDAF (Se reporter à la convention départementale)
- Saisie et édition des documents correspondants sur OSIRIS ou autre outil de gestion fourni par le MAP

II.4. Participation aux réunions et commissions

- Réaliser une note de présentation pour chaque dossier
- Participer à la commission et au(x) groupe(s) de travail préparatoire(s)
- A la demande du DDAF ou DDEA et de manière ponctuelle, réaliser des visites sur place
- Saisie et édition des documents correspondants sur OSIRIS ou autre outil de gestion fourni par le MAP

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début **enregistrement de la demande d'aide à l' ODASEA**

Fin **décision préfectorale (favorable ou non) / arrêté préfectoral**

IV. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Fournir des dossiers complets et pré-instruits dans les délais prévus.

Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser.

V. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

X heure(s) x Nombre de décisions préfectorales Pour le nombre d'heure se reporter à l'annexe 4

Elément déclencheur de la prise en compte : Nb de dossiers transmis en DDEA / DDAF

VI. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

Guide de procédure MAP et convention départementale

Habilitation OSIRIS ou autre outil de gestion fourni par le MAP

Générique 3.1

Cahier des charges

PREPARATION DE LA MISE EN PAIEMENT

I. FINALITE

Permettre la mise en paiement des aides et assurer l'interface avec les bénéficiaires durant la durée de l'engagement

II. CONTENU DE LA MISSION

- Collecter, vérifer et transmettre les documents permettant la mise en paiement
- Préparer les conventions ou les contrats
- Préparer la certification du service fait
- Saisie et édition des documents correspondants sur OSIRIS ou autre outil de gestion fourni par le MAP

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début **décision préfectorale / arrêté préfectoral**

Fin **clôture du dossier – Certificat de conformité JA**

IV. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Contribuer à la mise en paiement dans les délais prévus, limiter le nombre de déchéance de droits

Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser.

V. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

X heure(s) x nombre de décisions préfectorales Pour le nombre d'heure se reporter à l'annexe 4

Elément déclencheur de la prise en compte : Nb des dossiers transmis en DDAF ou DDEA

VI. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

Guide de procédure MAP et convention départementale

Habilitation OSIRIS ou autre outil de gestion fourni par le MAP

Générique 3.2

Cahier des charges

SUIVI DES DOSSIERS

I. FINALITE

Permettre la mise en paiement des aides et assurer l'interface avec les bénéficiaires durant la durée de l'engagement
S'assurer du respect des engagements – Prévenir le non respect des engagements

II. CONTENU DE LA MISSION

- Collecter et vérifier les documents attestant du respect des engagements
- Rappel des engagements aux bénéficiaires
- Répondre aux questions administratives et réglementaires concernant la vie du dossier
- Répondre aux enquêtes, expertise et avis concernant les demandes de remises gracieuses
- Saisie et édition des documents correspondants sur OSIRIS ou autre outil de gestion fourni par le MAP

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début **décision préfectorale**
Fin **clôture du dossier**

IV. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Contribuer à la mise en paiement dans les délais prévus, limiter le nombre de déchéance de droits
Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser.

V. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

X heure(s) x dossier transmis Pour le nombre d'heure se reporter à l'annexe 4
Elément déclencheur de la prise en compte : Nb des dossiers transmis en DDAF ou DDEA

VI. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

Guide de procédure MAP et convention départementale
Habilitation OSIRIS ou autre outil de gestion fourni par le MAP

I. FINALITE

Indiquer la valeur ajoutée pour le client

II. CONTENU DE LA MISSION

- descriptif des tâches

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début l'évènement qui permet de savoir que la mission démarre

Fin l'évènement qui permet de savoir que la mission est terminée

III. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Objectif concret, critères permettant d'évaluer la réalisation de la mission

Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser (renvoit à l'analyse des risques des processus et donc à la définition des moyens de maîtrise à mettre en place en ODASEA dans le cadre de la certification ISO9001v2000)

IV. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Forfait x heures / dossier

Elément déclencheur de la prise en compte : indicateur de suivi permettant la mise en paiement de la dotation

IV. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

Références documentaires (ex : guide de procédure) ou logiciel (habilitations)

ANNEXE N°2

MS 1	Cahier des charges Suivi des Déclarations d'Intention de Cessation des Activités (DICA)

I. FINALITE

Connaître l'intention des cédants de cesser leur activité afin d'anticiper la transmission de leur entreprise

II. CONTENU DE LA MISSION

- Convenir annuellement avec la MSA des conditions et des modalités d'envoi des DICA
- Répondre le cas échéant aux questions des destinataires de la DICA
- Réceptionner trimestriellement le listing des exploitants de plus de 58 ans inscrits à la MSA (nom et adresse)

(à voir avec l'accord MSA observatoire sinon avec la caisse centrale dans le cadre la commission tripartite)

- Réceptionner, enregistrer la déclaration d'intention de cesser son activité et retourner un exemplaire au déclarant
- Relancer les agriculteurs n'ayant pas retourné leur DICA (si ADASEA dispose de la liste)
- Analyser la DICA et la compléter le cas échéant
- Orienter le déclarant selon son projet de transmission
- Diffuser la déclaration des cessations d'activité pour les seules exploitations disponibles sauf avis contraire du déclarant

Les modalités de diffusion seront définies départementalement

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début : réception des coordonnées du déclarant

Fin : diffussion de la DICA analysée au conseiller ad-hoc

IV. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Alimenter le fichier des exploitations disponibles

Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser :

- connaissance tardive du projet de transmission qui réduit l'efficacité des DICA en l'absence du listing MSA

V. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

2 heures / DICA reçue

Elément déclencheur de la prise en compte : enregistrement de la DICA

VI. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

Circulaire DEPSE/SDEA/ C2001-7016 du 11 avril 2001

Listing des + de 58 ans transmis par la MSA

Formulaire DICA

MS2	Cahier des charges Animation du dispositif Répertoire Départ Installation (RDI)

I. FINALITE

Assurer la promotion et la communication du Répertoire Départ Installation
Intégrer les actions du RDI dans le contexte local

II. CONTENU DE LA MISSION

- Mettre en œuvre et/ou participer à l'information collective : par exemple manifestations, réunions publiques, journée porte ouverte, intervention dans les lycées, rédaction d'articles, collecte de témoignages,....
- Assurer l'intégration des services du RDI au sein des territoires et développer le partenariat avec les acteurs locaux
- Participer aux comités de pilotage et/ou réunions initiées par les acteurs locaux
- Concevoir et diffuser des brochures informatives et de communication
- Participer à la dynamique du réseau RDI (Réunions régionales et nationales, professionalisation et renforcement des compétences)
- Produire des données statistiques à destination de donneurs d'ordre ou partenaires

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début	Selon convention départementale
Fin	Selon convention départementale

IV. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Renforcer la notoriété et l'efficacité du dispositif RDI.
Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser :
le RDI perd en efficacité s'il travaille hors réseau des acteurs locaux

V. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Forfait annuel d'heures : 440
Elément déclencheur de la prise en compte : bilan annuel remis au DDAF

VI. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

- support divers ex : affiches, tracts,
- site repertoireinstallation.com
- personne ressource au niveau régional et national

MS3	Cahier des charges RDI - Accompagnement des candidats

I. FINALITE

Aider les candidats à réaliser leurs projets et à trouver une exploitation

II. CONTENU DE LA MISSION

- Présenter le RDI - le dispositif & vérification si inscription antérieure

- approfondir le contenu du projet professionnel et de vie (écoute, analyse, motivation)

- Formaliser et approfondir le projet (aspect technico-économique, théorique et pratique, intégration du projet dans le conte

- Etablir et faire signer le mandat ou la convention fixant les obligations réciproques des parties et formaliser l'inscription au RDI

- Diffuser la fiche de candidature aux autres départements demandés.

- Suivre le candidat : contacts réguliers, actualisation du projet, relance annuelle, relations inter-ADASEA...

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début : Premier entretien en vue de l'inscription au RDI

Fin : résiliation de l'inscription

III. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Proposer au candidat des offres d'exploitation correspondant à son projet

Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser

IV. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Forfait 5 heures / candidat

Elément déclencheur de la prise en compte : inscription enregistrée et co-signée par l'Adasea et le candidat (mandat, convention , contrat)

IV. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

Document d'inscription

repertoireinstallation.com

Plaquette de communication

MS4	Cahier des charges RDI - Accompagnement des cédants et les propriétaires

I. FINALITE

Accompagner le cédant et les propriétaires dans la recherche de repreneurs

II. CONTENU DE LA MISSION

- Présenter le RDI - présenter les services et outils de l'accompagnement

- Visiter l'exploitation et renseigner la fiche descriptive

- Etablir et faire signer le mandat ou la convention fixant les obligations réciproques des parties

- Faire signer un document d'inscription pour valider le contenu de l'offre et en préciser les modalités de communication

- Diffuser l'offre sur "repertoireinstallation.com" si accord du cédant et (ou) sur bulletins des offres régional, départemental.

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début : Entretien en vue de l'inscription de l'exploitation ou de la société
Fin : résiliation de l'inscription

III. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Construire une offre standardisée et communicable
Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser

IV. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Forfait 10 heures / cédant
Elément déclencheur de la prise en compte : inscription enregistrée et co-signée par l'Adasea et le cédant (mandat, convention , contrat)

IV. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

repertoireinstallation.com
Fiche descriptive d'exploitation
Bulletin des offres
Plaquette de communication sur les outils et étapes, dispositifs, personnes ressources
Document d'inscription

MS5	Cahier des charges RDI - Mise en relation non accompagnée

I. FINALITE

Mettre en relation l'offre et la demande en conformité avec les attentes des cédants et les candidats
afin qu'ils concrétisent leurs projets

II. CONTENU DE LA MISSION

- Sélectionner les candidats par rapport à une offre et les cédants par rapport à une demande
- Communiquer la sélection aux candidats et/ou aux cédants (rendez-vous ou courriers ou mail ou téléphone)
- Faire le suivi de la mise en relation pour actualiser l'offre et/ou la candidature

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début : Sélection d'une offre disponible ou d'une candidature valide
Fin : Envoi de l'offre au candidat

III. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Connaissance par un candidat d'une offre d'exploitation correspondant à ses souhaits et/ou par un cédant
ou une société d'une candidature correspondant à ses souhaits

Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser :
une mauvaise adéquation réccurente entre offre et candidature pourrait démobiliser les porteurs de projets et les offreurs .

IV. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Forfait 2 heures / Mise en relation
Elément déclencheur de la prise en compte : Nombre de mises en relations faites et justifiées (email ou courrier)
Principe : une mise en relation = une offre d'exploitation communiquée à un candidat

IV. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

Base candidats et bases cédants

MS6	Cahier des charges RDI - Mise en relation accompagnée

I. FINALITE

Mettre en relation l'offre et la demande en conformité avec les attentes des cédants et les candidats
afin qu'ils concrétisent leurs projets

II. CONTENU DE LA MISSION

- Sélectionner les candidats par rapport à une offre et les cédants par rapport à une demande
- Communiquer la sélection aux candidats et/ou aux cédants (rendez-vous ou courriers ou mail ou téléphone)
- Faire le suivi de la mise en relation pour actualiser l'offre et/ou la candidature
- Accompagner les mises en relation "sur le terrain"

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début : Sélection d'une offre disponible ou d'une candidature valide
Fin : Mise en relation réalisée

III. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Connaissance par un candidat d'une offre d'exploitation correspondant à ses souhaits et/ou par un cédant
ou une société d'une candidature correspondant à ses souhaits
Faciliter les échanges entre le cédant et le repreneur, s'assurer que tous les aspects de la reprise ont été abordés
Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser

IV. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Forfait 6 heures / mise en relation accompagnée
Elément déclencheur de la prise en compte : Nombre de mises en relations accompagnées faites et justifiées
Principe : une mise en relation accompagnée = une offre d'exploitation communiquée à un candidat
et une mise en relation en présence du conseiller RDI

IV. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

Base candidats et bases cédants

MS7	Cahier des charges Médiation foncière dans le cadre du contrôle des structures

I. FINALITE

Orienter le foncier vers les publics prioritaires tels que définis dans le shéma départemantal des structures

II. CONTENU DE LA MISSION

La DDAF peut notamment confier plusieurs types de mandats :
- Rechercher des candidats plus prioritaires
- Concilier les parties concurrentes
- Rencontrer l'exploitant cédant en cas de démenbrement progressif d'exploitation pour étudier des stratégies alternatives de transmission

III. LES BORNES DE LA MISSION

Début : envoi d'un mandat par la DDAF à l'ADASEA
Fin : compte rendu écrit rédigé par l'ADASEA

III. RESULTAT ATTENDU ET OBLIGATION DE MOYENS

Résoudre les problèmes locaux par l'obtention d'un accord négocié auprès des acteurs concernés
Les ODASEA réalisent une analyse des risques pour identifier les étapes à sécuriser

IV. MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Forfait 8 heures / mandat
Element déclencheur : remise d'un compte rendu de la mission à la DDAF

IV. RESSOURCES TECHNIQUES ET DOCUMENTAIRES

Convention départementale

ANNEXE 3

Cahier des charges

Accompagnement des agriculteurs en difficulté

I – Finalités

Assurer un appui administratif aux agriculteurs en difficulté.
Aider les agriculteurs en difficulté à trouver les bons partenaires afin de définir des solutions technico-économiques et financières.
Assurer un rôle d'intermédiation entre les agriculteurs en difficulté et les différents organismes créanciers.

II – Contenu de la mission

Le décret 2009-87 du 22 janvier 2009 relatif au dispositif de soutien en faveur des exploitations agricoles en difficulté (AGRIDIFF) prévoit les aides suivantes en vue de faciliter le redressement des exploitations dont la pérennité peut être assurée :

- ✓ une aide au diagnostic,
- ✓ une aide au redressement,
- ✓ une aide au suivi technico-économique de l'exploitation.

L'objet de la mission assurée au titre de la présente convention ne doit pas être la préinstruction ou le suivi des dossiers déposés au titre du décret précité. Dans ce cadre, le contenu de la mission est le suivant :

- ✓ repérage précoce des agriculteurs en difficulté,
- ✓ information individuelle : information sur la réglementation et les procédures administratives, identification des partenaires susceptibles d'aider les agriculteurs en difficulté,
- ✓ accompagnement : aide aux agriculteurs dans leurs démarches administratives, élaboration des dossiers de demandes d'aides, mise en relation avec les différents partenaires et médiation avec les organismes créditeurs,
- ✓ suivi administratif : élaboration des rapports et statistiques relatifs à cette mission.

III – Les bornes de la mission

Début : 1ère rencontre avec l'agriculteur.
Fin : dépôt du dossier de demande d'aides.

IV – Résultats attendus et obligation de moyens

Limiter le plus possible les conséquences économiques et sociales des difficultés rencontrées par les agriculteurs en difficulté.
Préserver l'activité économique de l'exploitation en adéquation avec la main d'oeuvre présente.
Compétence économique et sensibilité sociale pour les conseillers affectés à cette mission.

V – Modalités de prise en charge

4 à 5 visites ou réunions, plus 1 à 2 journées de bureau par dossier en moyenne (soit 24 H par

dossier).
Justificatifs : bilan annuel remis à la DDEA-DDAF.

VI – Ressources techniques et documentaires

Collaboration avec les organismes financiers, la MSA et les services sociaux du Conseil Général.
Collaboration avec la DDEA-DDAF sur le suivi des dossiers.
Collaboration avec l'ANPE pour l'insertion professionnelle hors agriculture.

ANNEXE 4

Actions du socle national		Nombre d'heure totales	Heure AA	Heure Conseiller	Tarif	Tarif spécial département en zone de montagne
			40,21 €	47,05 €		
Répertoire à l'installation						
Animation du dispositif		440	100	340	**19 980**	**24 680,00 €**
Accompagnement candidat		5	1	4	**228**	
Accompagnement cédant et propriétaire		10	2	8	**456**	**503,00 €**
DICA		2	2		**60**	
Mise en relation non accompagnée		2		2	**94**	
Mise en relation accompagnée		6	1	5	**275**	**322,00 €**
médiation foncière		8	1	7	**369**	
Installation - Cessation						
Animation du dispositif		400	100	300	**18 100**	**22 800,00 €**
DJA (et prêt JA)	(jusqu'à 30 dossiers)	20	6	14	**898**	
DJA (et prêt JA)	(de 30 à 60 dossiers)	14	4	10	**630**	
DJA (et prêt JA)	(au-delà de 60 dossiers)	11	3	8	**500**	
Avenants DJA (MTS- JA)	(jusqu'à 30 dossiers)	4	2	2	**174**	
Avenants DJA (MTS- JA)	(de 30 à 60 dossiers)	3	1	2	**134**	
Avenants DJA (MTS- JA)	(au-delà de 60 dossiers)	2	1	1	**87**	
2ème versement DJA et contrôle au terme de l'EPI	(jusqu'à 30 dossiers)	6	2	4	**268**	
2ème versement DJA et contrôle au terme de l'EPI	(de 30 à 60 dossiers)	3	1	2	**134**	
2ème versement DJA et contrôle au terme de l'EPI	(au-delà de 60 dossiers)	2	1	1	**87**	
PIDIL - Toutes actions nationales ou locales	(jusqu'à 30 dossiers)	5	2	3	**221**	
PIDIL - Toutes actions nationales ou locales	(de 30 à 60 dossiers)	4	2	2	**154**	
PIDIL - Toutes actions nationales ou locales	(au-delà de 60 dossiers)	4	2	2	**154**	
ARP		10	2	8	**456,00 €**	

Actions du volet optionnel	Nombre d'heure totales	Heure AA	Heure Conseiller	Tarif	Tarif spécial département en zone de montagne
		40,21 €	47,05 €		
Accompagnement des agriculteurs en difficulté	24		24	1 129	

PROJET DE
CONVENTION TYPE

Préfet(e) du département de

Agence de services et de paiement

ODASEA de

Convention entre le (ou la) Préfet (e), l'ODASEA et l'ASP relative à la mission de service public de l'ODASEA dans la mise en œuvre des mesures de développement rural dans le département de

Préambule

Les ODASEA interviennent dans le domaine du développement rural. Elles effectuent des missions de service public ainsi que des prestations du domaine concurrentiel.

L'architecture retenue pour la programmation de développement rural 2007-2013 conduit à redéfinir la mission de service public qu'elles sont susceptibles d'assumer dans ce domaine. Désormais en effet deux entités interviennent dans la mise en œuvre et le suivi des programmes :

- l'autorité de gestion (Ministère de l'agriculture et de la pêche) procède au choix des mesures, à la répartition des financements, à l'établissement des critères d'éligibilité des projets. Elle assure la réception des dossiers complets, leur instruction, l'autorisation d'engagement, la décision juridique d'attribution, la vérification du service fait, ainsi que la coordination des contrôles et les décisions juridiques des suites à donner à ces contrôles ;
- l'organisme payeur (ASP) procède aux vérifications des demandes de paiement émises par l'autorité de gestion, réalise des contrôles de certification et effectue le paiement. Il assure également les contrôles sur place et détermine les propositions de suite à donner aux contrôles.

Le programme de développement rural hexagonal est constitué de deux parties distinctes :

- une partie nationale programmée par l'administration centrale du MAP,
- des volets régionaux dont l'élaboration et la définition des circuits financiers sont confiées aux Préfets de région.

En conformité avec les circuits de gestion définis au plan national et pour les volets régionaux, par les Préfets de région, les DDEA-DDAF assurent des responsabilités d'autorité de gestion sous l'autorité des Préfets de département. La délégation de mission de service public aux ODASEA s'inscrit dans le cadre des compétences dévolues à ces services déconcentrés.

La délégation de mission de service public aux ODASEA reposait, en 2007 et 2008, sur le principe d'un socle de missions assumées dans tous les départements et un champ de missions optionnelles en fonction de l'organisation locale des services publics à l'agriculture de manière à optimiser cette organisation. En 2009, cette délégation de mission de service public est recentrée [quasi-exclusivement / exclusivement *(en fonction du choix local concernant l'accompagnement des agriculteurs en difficulté)*] sur le seul socle national obligatoire .

Les conditions générales de cette délégation ont été définies par la convention nationale tripartite conclue le 26 mars 2009 entre le GIE des ADASEA, le ministère de l'agriculture et de la pêche et l'ASP.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Entre :

Le (ou la) Préfet(e) du département de [représenté par Monsieur ou Madame DDAF ou DDEA]

L'Agence de services et de paiement (ASP) représenté par Monsieur (ou Madame) , délégué(e) régional(e)
D'une part,

Et :

L' ODASEA de représenté par Monsieur (ou Madame) , son (ou sa) Président(e),
D'autre part.

1. Objet de la convention

L'objet de la convention est de définir, dans le cadre des dispositions arrêtées dans la convention nationale précitée :

- la nature des actions entrant dans le champ des missions de service public confiées à l'ODASEA en matière de développement rural, quelles s'inscrivent dans les programmes de développement rural ou relèvent d'autres démarches,
- les modalités précises de réalisation des actions,
- les modalités d'accompagnement et de rémunération de celles-ci,
- les rôles respectifs du Préfet (DDEA-DDAF), de l'ODASEA et de l'ASP.

Quatre types de tâches générales peuvent être confiées à l'ODASEA :

- l'information collective et ou individuelle des bénéficiaires potentiels,
- la préparation de l'instruction des demandes,
- la préparation de la mise en paiement des dossiers,
- le suivi des dossiers.

L'élaboration des dossiers individuels, prestation de service relevant du domaine concurrentiel, ne ressortit pas à la mission de service public.

2. Actions confiées à l'ODASEA

Les actions décrites ci-après sont confiées à l'ODASEA au titre de sa mission de service public, en cohérence avec les circuits de gestion définis au plan régional pour ce qui est des dispositifs cofinancés par le FEADER.

- **Les actions relevant du socle national « Transmission-installation »**

  Il s'agit des actions relatives à la transmission et à l'installation, y compris le répertoire départemental à l'installation.

Conformément aux décisions arrêtées au plan national, notamment dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, sont donc désormais exclus du champ du socle national l'aide à la transmission des exploitations (ATE), la préretraite et le congés formation.

Pour chacune des actions citées, sont listées les tâches générales confiées à l'ODASEA. Une annexe spécifique à chacune des actions précise les tâches élémentaires détaillées qui sont confiées à l'ODASEA ainsi que les indicateurs associés (les cahiers des charges présentés en annexes 1 et 2 sont indicatifs et peuvent être adaptés localement).

Répertoire départemental à l'installation (RDI) – Déclarations d'intention de cesser l'activité (DICA) :

- information collective des bénéficiaires potentiels,
- information individuelle des bénéficiaires potentiels, accompagnement des cédants et des candidats à l'installation, mise en relation cédant/repreneur.
- médiation foncière en lien avec des projets d'installation, à la demande de la CDOA, le cas échéant.

Aide à la réinsertion professionnelle (ARP) :

- information collective des bénéficiaires potentiels,
- information individuelle des bénéficiaires potentiels,
- préparation de l'instruction des demandes d'aides,
- préparation de la mise en paiement des dossiers,
- suivi des dossiers.

Programme pour l'installation et le développement des initiatives locales (PIDIL) :

- information collective des bénéficiaires potentiels,
- information individuelle des bénéficiaires potentiels,
- préparation de l'instruction des demandes d'aides,
- préparation de la mise en paiement des dossiers.

Dotation jeune Agriculteur (DJA) :

- information collective des bénéficiaires potentiels,
- information individuelle des bénéficiaires potentiels,
- préparation de l'instruction des demandes d'aides,
- préparation de la mise en paiement des dossiers,
- suivi des dossiers.

- **Les actions optionnelles :**

[En 2009, ne peut *a priori* faire l'objet d'une délégation de mission de service public à titre onéreux que l'accompagnement des agriculteurs en difficulté, dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible. Si le montant des demandes en résultant dépasse l'enveloppe disponible, un stabilisateur budgétaire sera appliqué par le MAP.

Le champ de cette action est décrit en annexe 3.]

[*pour les DDAF/DDEA qui le souhaitent* : Les actions suivantes (à compléter) sont également déléguées, mais sans garantie de financement *a priori* (le financement éventuel sera déterminé *in fine* par les marges qui pourraient être constatées en fin d'exercice). L'inclusion de ces missions dans la convention en l'absence de contre-partie financière sera cependant conditionnée à l'accord préalable des deux parties, et à l'absence de financement par des subventions croisées.].

3. Obligations de l'ODASEA

Pour toutes les actions qui lui sont dévolues dans le cadre de la présente convention, l'ODASEA doit respecter les orientations et prescriptions définies par la DDEA-DDAF, ainsi que les engagements de la charte qualité à laquelle elle a adhéré.

L'ODASEA s'engage à respecter les principes d'éthique, de neutralité, de confidentialité et notamment la séparation des fonctions entre prestations de conseil relevant du domaine concurrentiel et mission de service public.

Pour ce dernier point, le schéma d'organisation qu'elle met en œuvre pour garantir la séparation des fonctions mentionnée ci-dessus est annexé à la présente convention. En particulier, les tâches relevant de la préparation de l'instruction des demandes d'aides et de la préparation de la mise en paiement des dossiers sont confiées à des agents de l'ODASEA nommément identifiés. En aucun cas un même agent pourra assurer pour un même dossier, d'une part des prestations de conseil à l'agriculteur pour le montage de son dossier (y compris l'élaboration administrative), et d'autre part, la préparation de l'instruction au titre de la mission de service public.

Les activités professionnelles du directeur de l'ODASEA doivent être compatibles avec les principes mentionnés au 2ème alinéa. Si tel n'est pas le cas, le conventionnement de l'ODASEA pourra être remis en cause.

L'ODASEA met en œuvre les moyens, le cas échéant mutualisés, nécessaires à l'exécution des missions qui lui sont confiées par la présente convention et s'engage à respecter les cahiers des charges ou manuels de procédures correspondants.

L'ODASEA s'engage à fournir à la DDEA / DDAF et à la délégation régionale de l'ASP :
- en fin d'année les éléments qui permettront au DDEA - DDAF de prévoir l'activité pour l'année suivante,
- en juin, le rapport intermédiaire de son activité conventionnée, et les prévisions de réalisations du 2ème semestre,
- en décembre le relevé de son activité conventionnée.

L'ODASEA assure le suivi des actions et la valorisation des données en réponse aux demandes de la DDAF (DDEA) et communique au minimum à la fin de chaque année un bilan des différentes actions menées dans le cadre de la mission de service public.
Le résultat de ce travail est communiqué à la DDEA / DDAF avant toute diffusion. Lorsqu'elle a lieu, la diffusion est réalisée sous le double timbre DDEA / DDAF - ODASEA.

En cas de dysfonctionnement avéré dans l'exercice de ces missions, le DDEA / DDAF formule ses observations par écrit à l'ODASEA, avec copie à la délégation régionale de l'ASP. L'ODASEA est tenue de répondre, par écrit, dans un délai d'un mois, et prend toute disposition pour remédier aux dysfonctionnements constatés dans les meilleurs délais.

Dispositions particulières concernant la saisie informatique et l'utilisation des données

L'ODASEA effectue la saisie informatique des données suivant les spécifications et les outils mis à sa disposition par l'ASP selon les habilitations définies par la DDEA / DDAF pour chacune des actions qui lui sont confiées selon l'annexe jointe à la présente convention.

Les données saisies par l'ODASEA dans le cadre de sa mission de service public ne sont pas la propriété de l'ODASEA. Les données individuelles ne doivent faire l'objet d'aucune diffusion à des tiers, en dehors de l'ASP et de la DDEA / DDAF, sauf au bénéficiaire lui-même conformément aux

dispositions de la loi « informatique et libertés ». Les valorisations statistiques sont élaborées en lien avec la DDAF, la DRAF et l'ASP.

Dans le but de faciliter les relations entre l'agriculteur et l'ODASEA, le réseau des ODASEA a développé un portail sur Internet. L'ODASEA a donc, après accord du DDEA / DDAF et du délégué régional de l'ASP, la possibilité de mettre à disposition du public sur son site Internet un certain nombre d'éléments utilisant ces nouvelles technologies. Les types d'informations diffusables sur ce média sont annexés à la présente convention.

4. Obligations de la DDEA-DDAF

Pour l'exécution des missions prévues à l'article 2 de la présente convention, la DDEA / DDAF communique à l'ODASEA, dans le respect des règles fixées par la Commission Nationale Informatique et Libertés, toutes les informations utiles pour que cette dernière puisse les assurer dans les meilleures conditions.

Il s'agit en particulier :
- de toutes notes et instructions réglementaires,
- de toutes données individuelles utiles,
- de l'information sur l'organisation de formations ou réunions en lien avec l'activité confiée à l'ODASEA,
- de la notification des décisions prises par l'autorité préfectorale.

La DDEA / DDAF décide des habilitations nécessaires pour l'utilisation d'OSIRIS, correspondant aux missions confiées à l'ODASEA afin de permettre à celle-ci d'accomplir les tâches qui lui sont imparties en application de la convention départementale.

La DDEA / DDAF prend toutes les dispositions nécessaires au contrôle de la bonne exécution des actions prévues par la présente convention. Ce contrôle portera notamment sur le respect des délais de réalisation des missions, et sur l'importance des anomalies constatées par la DDEA / DDAF, selon des indicateurs arrêtés en commun et précisés dans l'annexe jointe à la convention.

Elle détermine le montant de la rémunération de l'ODASEA en fonction de la réalité de l'activité réalisée dans le cadre de la présente convention et conformément aux dispositions prévues à l'article 6. Cette rémunération ne pourra pas dépasser l'enveloppe initiale sauf éventuels réajustements décidés par la DGPAAT. Elle demande à l'ASP d'en effectuer le versement.

5. Obligations de l'ASP

L'ASP assure une fonction support consistant en l'appui à la mise en œuvre de la convention départementale comportant :
- le suivi de la dotation départementale,
- le versement de la subvention qui est opéré en plusieurs fractions, le solde étant versé après accord du Préfet (DDAF ou DDEA) au regard d'un rapport d'activité,
- en tant que de besoin, et à la demande de la DDEA / DDAF, un appui technique à l'ODASEA.

6. Dispositions financières

Le financement des actions confiées à l'ODASEA dans le cadre de la présente convention départementale s'inscrit dans la répartition entre départements de la dotation annuelle programmée par le ministère de l'agriculture et de la pêche et inscrite au budget de l'ASP.

Dans ce cadre, le MAP (DGPAAT) notifie en début d'année un plafond départemental de dotation initiale. Ce plafond est déterminé sur la base de l'activité réalisée en 2008 sur le socle national obligatoire. La dotation finale est calculée par le MAP, à l'intérieur du plafond départemental, au vu de l'activité réalisée en 2009.

La rémunération de l'ODASEA sera fondée sur la prise en charge des coûts qu'elle aura engagés, en conformité avec la convention départementale, les cahiers des charges des actions et le coût unitaire défini contractuellement pour chacune de ces actions tel qu'il figure en annexe 4 de la présente convention.

Dans le cas où les demandes exprimées dépasseraient l'enveloppe disponible, le MAP appliquerait un stabilisateur budgétaire.

Le versement de la subvention à l'ODASEA sera effectué par l'ASP, sur demande de la DDEA / DDAF, sur les bases suivantes :

- un premier acompte de 40% versé en mars, sur la base de la présente convention,
- un deuxième acompte de 30% en juillet, au vu du rapport intermédiaire établi en juin par l'ODASEA,
- solde fin décembre au regard du relevé d'activité et du certificat de service fait de la DDEA / DDAF .

7 - Dispositions diverses

La présente convention est conclue pour la période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009. Elle annule et remplace la convention départementale tripartite du [*à compléter*].

Compte tenu de la fusion entre le CNASEA et l'AUP, c'est la nouvelle Agence de service et de paiement (ASP) qui assume désormais l'intégralité des missions confiées précédemment au CNASEA au titre de la convention tripartite.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les difficultés qui pourraient surgir de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention. En cas de désaccord persistant, les litiges seront portés devant une commission *ad hoc* composée de représentants de la DGPAAT, de représentants des DDEA-DDAF, du GIE des ADASEA et de l'ASP.

Les signataires de la présente convention conviennent de se réunir en tant que de besoin pour évaluer sa mise en application et décider d'éventuelles modifications à effectuer par voie d'avenant.

Fait à en trois exemplaires, le

Le (ou la) Préfet(e) (DDAF ou DDEA) Le (ou la) Président(e) de l'ODASEA

Le (ou la) Délégué(e) régional(e) de l'ASP

	Montant du solde à verser	
AIN (Adasea)	53 569 €	
AISNE (Adasea)	8 288 €	
ALLIER (Adasea)	84 374 €	
ALPES DE HTE PROVENCE (Adasea)	44 688 €	
HAUTES ALPES (Adasea)	63 246 €	
ALPES MARITIMES (Chambre d'Agriculture)	14 547 €	ss la partie réalisée par la Chambre
ARDECHE (ADASEA)	47 662 €	
ARDENNES (Adasea)	54 283 €	
ARIEGE (Adasea)	71 644 €	
AUBE (Adasea)	41 078 €	
AUDE (Adasea)	100 074 €	
AVEYRON (Adasea)	95 161 €	
BOUCHES DU RHONE (Adasea)	33 053 €	
CALVADOS (Adasea)	99 413 €	
CANTAL (Adasea)	109 233 €	
CHARENTE (Adasea)	68 512 €	
CHARENTE MARITIME (Adasea)	21 402 €	
CHER (Adasea)	63 779 €	
CORREZE (Chambre d'Agriculture)	58 861 €	
COTE D'OR (Chambre d'Agriculture)	33 109 €	
COTES D'ARMOR (Chambre d'Agriculture)	5 499 €	
CREUSE (Chambre d'Agriculture)	15 018 €	
DORDOGNE (Chambre d'Agriculture)	63 697 €	
DOUBS (Chambre d'Agriculture)	133 075 €	
DROME (Adasea)	80 926 €	
EURE (Adasea)	43 746 €	
EURE ET LOIR (Chambre d'Agriculture)	3 809 €	
FINISTERE (Adasea)	61 253 €	
GARD (Chambre d'Agriculture)	27 551 €	
HAUTE GARONNE (Adasea)	36 265 €	
GERS (Adasea)	121 671 €	
HERAULT (Adasea)	66 458 €	
ILLE ET VILAINE (Adasea)	116 174 €	
INDRE (Adasea)	58 421 €	
INDRE ET LOIRE (Adasea)	46 027 €	
ISERE (Adasea)	92 225 €	
JURA (Adasea)	85 537 €	
LANDES (Adasea)	61 747 €	
LOIR ET CHER (Adasea)	10 597 €	
HAUTE LOIRE (Adasea)	100 961 €	
LOIRE (Adasea)	144 001 €	
LOIRE ATLANTIQUE (Cbre A.)	128 013 €	
LOIRET (Adasea)	71 431 €	
LOT (Adasea)	98 639 €	
LOZERE (Adasea)	60 063 €	
MAINE ET LOIRE (Adasea)	123 221 €	
MANCHE (Adasea)	137 580 €	
MARNE (Adasea)	35 679 €	
HAUTE MARNE (Chambre d'Agriculture)	27 615 €	
MAYENNE (Adasea)	128 737 €	
MEURTHE ET MOSELLE (Adasea)	45 698 €	
MEUSE (Chambre d'agriculture)	65 792 €	
MORBIHAN (Adasea)	86 291 €	
MOSELLE (Adasea)	55 114 €	
NIEVRE (Adasea)	52 076 €	
NORD (Adasea)	37 676 €	
OISE (Adasea)	50 265 €	

ORNE (Adasea)	71 394 €
PAS DE CALAIS (Adasea)	36 204 €
PUY DE DOME (Adasea)	89 585 €
PYRENEES ATLANTIQUES (Adasea)	127 162 €
HAUTES PYRENEES (Adasea)	78 576 €
PYRENEES ORIENTALES (Chambre d'Agriculture)	96 260 €
BAS RHIN (Adasea)	3 933 €
HAUT RHIN (Chambre d'agriculture)	35 336 €
RHONE (Adasea)	125 227 €
HAUTE SAONE (Adasea)	73 785 €
SAONE ET LOIRE (Adasea)	123 217 €
SARTHE (Adasea)	44 445 €
SAVOIE (Adasea)	67 072 €
HAUTE SAVOIE (Adasea)	33 676 €
SEINE ARASEA (Adasea)	21 672 €
SEINE MARITIME (Adasea)	83 009 €
SEINE ET MARNE (Adasea)	27 711 €
DEUX SEVRES (Adasea)	88 784 €
SOMME (Adasea)	13 170 €
TARN (Adasea)	103 406 €
TARN ET GARONNE (Adasea)	72 495 €
VAR (ADASEA)	27 035 €
VAUCLUSE (Adasea)	57 784 €
VENDEE (Adasea)	181 248 €
VIENNE (ADASEA)	73 823 €
HAUTE VIENNE (ADASEA)	71 398 €
VOSGES (Adasea)	54 234 €
YONNE (Chambre d'Agriculture)	50 118 €
T. DE BELFORT (SUA)	16 947 €
	5 628 258 €

Manque le Lot et Garonne : OR à faire

		Plafonds 2009 *
01	AIN (Adasea)	**211 921 €**
02	AISNE (Adasea)	**110 395 €**
03	ALLIER (Adasea)	**170 755 €**
04	ALPES DE HTE PROVENCE (Adasea)	**114 346 €**
05	HAUTES ALPES (Adasea)	**150 569 €**
06	ALPES MARITIMES (Chambre d'Agriculture)	**14 747 €**
07	ARDECHE (ADASEA)	**151 509 €**
08	ARDENNES (Adasea)	**134 747 €**
09	ARIEGE (Adasea)	**146 677 €**
10	AUBE (Adasea)	**100 999 €**
11	AUDE (Adasea)	**155 798 €**
12	AVEYRON (Adasea)	**295 646 €**
13	BOUCHES DU RHONE (Adasea)	**109 754 €**
14	CALVADOS (Adasea)	**225 214 €**
15	CANTAL (Adasea)	**267 104 €**
16	CHARENTE (Adasea)	**202 339 €**
17	CHARENTE MARITIME (Adasea)	**182 285 €**
18	CHER (Adasea)	**139 990 €**
19	CORREZE (Chambre d'Agriculture)	**164 258 €**
21	COTE D'OR (Chambre d'Agriculture)	**176 758 €**
22	COTES D'ARMOR (Chambre d'Agriculture)	**204 330 €**
23	CREUSE (Chambre d'Agriculture)	**142 530 €**
24	DORDOGNE (Chambre d'Agriculture)	**187 041 €**
25	DOUBS (Chambre d'Agriculture)	**167 581 €**
26	DROME (Adasea)	**211 401 €**
27	EURE (Adasea)	**109 299 €**
28	EURE ET LOIR (Chambre d'Agriculture)	**112 039 €**
29	FINISTERE (Adasea)	**253 132 €**
30	GARD (Chambre d'Agriculture)	**152 790 €**
31	HAUTE GARONNE (Adasea)	**167 410 €**
32	GERS (Adasea)	**257 980 €**
34	HERAULT (Adasea)	**176 076 €**
35	ILLE ET VILAINE (Adasea)	**334 132 €**
36	INDRE (Adasea)	**140 939 €**
37	INDRE ET LOIRE (Adasea)	**144 432 €**
38	ISERE (Adasea)	**258 668 €**
39	JURA (Adasea)	**193 006 €**
40	LANDES (Adasea)	**138 760 €**
41	LOIR ET CHER (Adasea)	**114 873 €**
43	HAUTE LOIRE (Adasea)	**249 978 €**
42	LOIRE (Adasea)	**347 952 €**
44	LOIRE ATLANTIQUE (Cbre A.)	**282 415 €**
45	LOIRET (Adasea)	**157 452 €**
46	LOT (Adasea)	**246 147 €**
47	LOT ET GARONNE (Adasea)	**107 013 €**
48	LOZERE (Adasea)	**206 227 €**
49	MAINE ET LOIRE (Adasea)	**324 111 €**
50	MANCHE (Adasea)	**332 952 €**
51	MARNE (Adasea)	**133 373 €**
52	HAUTE MARNE (Chambre d'Agriculture)	**117 784 €**
53	MAYENNE (Adasea)	**357 836 €**
54	MEURTHE ET MOSELLE (Adasea)	**185 778 €**
55	MEUSE (Chambre d'agriculture)	**134 466 €**
56	MORBIHAN (Adasea)	**272 117 €**
57	MOSELLE (Adasea)	**116 200 €**
58	NIEVRE (Adasea)	**137 863 €**
59	NORD (Adasea)	**117 854 €**
60	OISE (Adasea)	**126 435 €**
61	ORNE (Adasea)	**216 541 €**
62	PAS DE CALAIS (Adasea)	**130 849 €**
63	PUY DE DOME (Adasea)	**236 617 €**
64	PYRENEES ATLANTIQUES (Adasea)	**235 893 €**
65	HAUTES PYRENEES (Adasea)	**196 715 €**
66	PYRENEES ORIENTALES (Chambre d'Agriculture)	**202 184 €**
67	BAS RHIN (Adasea)	**81 179 €**
68	HAUT RHIN (Chambre d'agriculture)	**76 494 €**
69	RHONE (Adasea)	**275 345 €**
70	HAUTE SAONE (Adasea)	**164 144 €**
71	SAONE ET LOIRE (Adasea)	**263 463 €**
72	SARTHE (Adasea)	**180 828 €**
73	SAVOIE (Adasea)	**137 308 €**
74	HAUTE SAVOIE (Adasea)	**152 911 €**
75	SEINE ARASEA (Adasea)	**70 314 €**
76	SEINE MARITIME (Adasea)	**204 809 €**
77	SEINE ET MARNE (Adasea)	**88 083 €**
79	DEUX SEVRES (Adasea)	**275 730 €**
80	SOMME (Adasea)	**116 233 €**
81	TARN (Adasea)	**234 588 €**
82	TARN ET GARONNE (Adasea)	**225 832 €**
83	VAR (ADASEA)	**104 850 €**
84	VAUCLUSE (Adasea)	**152 249 €**
85	VENDEE (Adasea)	**363 609 €**
86	VIENNE (ADASEA)	**194 232 €**
87	HAUTE VIENNE (ADASEA)	**168 475 €**
88	VOSGES (Adasea)	**163 438 €**
89	YONNE (Chambre d'Agriculture)	**117 454 €**
90	T. DE BELFORT (SUA)	**42 569 €**

* (sur la base du montant final payé en 2008 sur le seul socle obligatoire, et dans l'attente du complément AGRIDIFF pour les départements concernés)

		Montant socle national notifié	dont montant dotation d'ajustement	Montant réalisé sur le socle national	Montant avec dotation ajustement		Montant du socle national dans la limite du plafond notifié après intégration de la	Montant du complément nécessaire au paiement de l'ensemble des prestations	Montant de la dotation du socle national après redistribution du reliquat	Montant volet optionnel notifié	Répartition linéaire de 50% du reliquat du volet national	Montant notifié des seuls départements en sous réalisation du volet nation pour réavrtition	Répartition de 50% du reliquat aux départements sous réalisation du volet national	Nouveau montant volet optionnel	Montant réalisé sur le volet optionnel	Montant du volet optionnel payé	Montant dotation 2008	Montant des acomptes déjà versés	Montant du solde à verser		Par rapport à ce qui était prévu :	Delta réalisé – payé sur optionnel	Redistribution
01	AIN (Adasea)	242 553 €	- €	211 921 €	*211 921 €*		*211 921 €*	- €	**211 921 €**	36 969 €	*5 625 €*	*36 969 €*	*12 983 €*	**55 577 €**	37 314 €	**37 314 €**	*249 235 €*	195 666 €	*53 569*	249 235 €	36 287 €	0	0
02	AISNE (Adasea)	154 230 €	- €	110 395 €	*110 395 €*		*110 395 €*	- €	**110 395 €**	7 286 €	*1 109 €*	*7 286 €*	*2 559 €*	**10 954 €**	10 954 €	**10 954 €**	*121 349 €*	113 061 €	*8 288*	121 349 €	40 167 €	75	0
03	ALLIER (Adasea)	184 202 €	*7 723 €*	163 032 €	*170 755 €*		*170 755 €*	- €	**170 755 €**	57 820 €	*8 797 €*	*57 820 €*	*20 306 €*	**86 923 €**	83 035 €	**83 035 €**	*253 790 €*	169 416 €	*84 374*	253 790 €	11 768 €	0	0
04	ALPES DE HTE PROVENC	114 346 €	*10 762 €*	114 184 €	*124 946 €*		*114 346 €*	- €	**114 346 €**	22 967 €	*3 494 €*	FAUX	- €	**26 461 €**	34 946 €	**26 461 €**	*140 807 €*	96 119 €	*44 689*	140 807 €	3 494 €	8 485	4 959
05	HAUTES ALPES (Adasea)	144 631 €	- €	150 569 €	*150 569 €*		*144 631 €*	*5 938 €*	**150 569 €**	30 781 €	*4 683 €*	FAUX	- €	**35 464 €**	39 038 €	**35 464 €**	*186 033 €*	122 787 €	*63 246*	186 033 €	10 621 €	13 574	7 933
06	ALPES MARITIMES (Cham	101 067 €	*17 025 €*	14 747 €	*14 747 €*		*14 747 €*	- €	**14 747 €**	- €	- €	- €	- €	- €	0 €	- €	*14 747 €*	40 427 €	*25 680*	14 747 €	86 320 €	0	0
07	ARDECHE (ADASEA)	149 407 €	*7 655 €*	151 509 €	*151 509 €*		*149 407 €*	*2 102 €*	**151 509 €**	5 243 €	*798 €*	FAUX	- €	**6 041 €**	4 408 €	**4 408 €**	*155 917 €*	108 255 €	*47 662*	155 917 €	1 267 €	0	0
08	ARDENNES (Adasea)	142 225 €	- €	134 747 €	*134 747 €*		*134 747 €*	- €	**134 747 €**	23 769 €	*3 616 €*	*23 769 €*	*8 347 €*	**35 732 €**	40 556 €	**35 732 €**	*170 479 €*	116 196 €	*54 283*	170 479 €	4 485 €	4 824	2 819
09	ARIEGE (Adasea)	146 677 €	*26 972 €*	126 762 €	*153 734 €*		*146 677 €*	- €	**146 677 €**	61 133 €	*9 301 €*	FAUX	- €	**70 434 €**	102 599 €	**70 434 €**	*217 111 €*	145 467 €	*71 644*	217 111 €	9 301 €	32 165	18 799
10	AUBE (Adasea)	97 356 €	*15 657 €*	100 999 €	*100 999 €*		*97 356 €*	*3 643 €*	**100 999 €**	21 775 €	*3 313 €*	FAUX	- €	**25 088 €**	23 470 €	**23 470 €**	*124 469 €*	83 391 €	*41 078*	124 469 €	5 330 €	0	0
11	AUDE (Adasea)	181 197 €	- €	155 798 €	*155 798 €*		*155 798 €*	- €	**155 798 €**	36 381 €	*5 535 €*	*36 381 €*	*12 777 €*	**54 693 €**	31 308 €	**31 308 €**	*187 106 €*	87 032 €	*100 074*	187 106 €	30 472 €	0	0
12	AVEYRON (Adasea)	344 725 €	*69 601 €*	226 045 €	*295 646 €*		*295 646 €*	- €	**295 646 €**	50 816 €	*7 731 €*	*50 816 €*	*17 846 €*	**76 393 €**	108 167 €	**76 393 €**	*372 039 €*	276 878 €	*95 161*	372 039 €	23 502 €	31 774	18 570
13	BOUCHES DU RHONE (Ad	124 002 €	- €	109 754 €	*109 754 €*		*109 754 €*	- €	**109 754 €**	12 574 €	*1 913 €*	*12 574 €*	*4 416 €*	**18 903 €**	21 358 €	**18 903 €**	*128 657 €*	95 604 €	*33 053*	128 657 €	7 919 €	2 455	1 435
14	CALVADOS (Adasea)	205 936 €	*9 299 €*	225 214 €	*225 214 €*		*205 936 €*	*19 278 €*	**225 214 €**	40 594 €	*6 176 €*	FAUX	- €	**46 770 €**	95 949 €	**46 770 €**	*271 984 €*	172 571 €	*99 413*	271 984 €	25 454 €	49 179	28 742
15	CANTAL (Adasea)	266 832 €	- €	267 104 €	*267 104 €*		*266 832 €*	*272 €*	**267 104 €**	63 944 €	*9 729 €*	FAUX	- €	**73 673 €**	77 547 €	**73 673 €**	*340 777 €*	231 544 €	*109 233*	340 777 €	10 001 €	3 874	2 264
16	CHARENTE (Adasea)	201 207 €		202 339 €	*202 339 €*		*201 207 €*	*1 132 €*	**202 339 €**	15 522 €	*2 362 €*	FAUX	- €	**17 884 €**	22 750 €	**17 884 €**	*220 223 €*	151 711 €	*68 512*	220 223 €	3 494 €	4 866	2 844
17	CHARENTE MARITIME (As	258 807 €	- €	182 285 €	*182 285 €*		*182 285 €*	- €	**182 285 €**	25 249 €	*3 841 €*	*25 249 €*	*8 867 €*	**37 957 €**	45 316 €	**37 957 €**	*220 242 €*	198 840 €	*21 402*	220 242 €	45 818 €	7 362	17 029
18	CHER (Adasea)	117 491 €	*5 753 €*	139 990 €	*139 990 €*		*117 491 €*	*22 499 €*	**139 990 €**	13 342 €	*2 030 €*	FAUX	- €	**15 372 €**	27 930 €	**15 372 €**	*155 362 €*	91 583 €	*63 779*	155 362 €	24 529 €	12 558	7 339
19	CORREZE (Chambre d'Agr	209 721 €	*29 176 €*	135 082 €	*164 258 €*		*164 258 €*	- €	**164 258 €**	24 060 €	*3 661 €*	*24 060 €*	*8 450 €*	**36 171 €**	66 270 €	**36 171 €**	*200 429 €*	141 568 €	*58 861*	200 429 €	33 352 €	30 099	17 591
20	COTE D'OR (Chambre d'Ag	176 758 €	*26 854 €*	157 134 €	*183 988 €*		*176 758 €*	- €	**176 758 €**	20 153 €	*3 066 €*	FAUX	- €	**23 219 €**	35 065 €	**23 219 €**	*199 977 €*	166 868 €	*33 109*	199 977 €	11 846	6 923	
21	COTES D'ARMOR (Chambr	284 045 €		204 330 €	*204 330 €*		*204 330 €*	- €	**204 330 €**	- €	- €	- €	- €	- €	125 628 €	- €	*204 330 €*	198 831 €	*5 499*	204 330 €	78 715 €	125 628	73 422
22	CREUSE (Chambre d'Agric	228 198 €	- €	142 530 €	*142 530 €*		*142 530 €*	- €	**142 530 €**	40 116 €	*6 103 €*	*40 116 €*	*14 089 €*	**60 307 €**	92 450 €	**60 307 €**	*202 837 €*	187 819 €	*15 018*	202 837 €	65 477 €	32 143	18 786
23	DORDOGNE (Chambre d'A	187 953 €	- €	187 041 €	*187 041 €*		*187 041 €*	- €	**187 041 €**	27 056 €	*4 116 €*	*27 056 €*	*9 502 €*	**40 674 €**	27 163 €	**27 163 €**	*214 204 €*	150 507 €	*63 697*	214 204 €	805 €	0	0
24	DOUBS (Chambre d'Agricu	167 693 €	- €	167 581 €	*167 581 €*		*167 581 €*	- €	**167 581 €**	8 920 €	*1 357 €*	*8 920 €*	*3 133 €*	**13 410 €**	8 328 €	**8 328 €**	*175 909 €*	42 834 €	*133 075*	175 909 €	704 €	0	0
25	DROME (Adasea)	197 299 €	- €	211 401 €	*211 401 €*		*197 299 €*	*14 102 €*	**211 401 €**	17 128 €	*2 606 €*	FAUX	- €	**19 734 €**	19 624 €	**19 624 €**	*231 025 €*	150 099 €	*80 926*	231 025 €	16 598 €	0	0
26	EURE (Adasea)	103 750 €	- €	109 299 €	*109 299 €*		*103 750 €*	*5 549 €*	**109 299 €**	15 640 €	*2 380 €*	FAUX	- €	**18 020 €**	26 381 €	**18 020 €**	*127 319 €*	83 573 €	*43 746*	127 319 €	7 929 €	8 361	4 887
27	EURE ET LOIR (Chambre d	111 971 €	- €	112 039 €	*112 039 €*		*111 971 €*	*68 €*	**112 039 €**	9 468 €	*1 440 €*	FAUX	- €	**10 908 €**	7 567 €	**7 567 €**	*119 606 €*	115 797 €	*3 809*	119 606 €	1 833 €	0	0
28	FINISTERE (Adasea)	332 326 €	- €	253 132 €	*253 132 €*		*253 132 €*	- €	**253 132 €**	50 725 €	*7 717 €*	*50 725 €*	*17 814 €*	**76 256 €**	112 306 €	**76 256 €**	*329 388 €*	268 135 €	*61 253*	329 388 €	53 663 €	36 050	21 089
29	GARD (Chambre d'Agricult	168 786 €	- €	152 790 €	*152 790 €*		*152 790 €*	- €	**152 790 €**	31 863 €	*4 849 €*	*31 863 €*	*11 190 €*	**47 901 €**	42 290 €	**42 290 €**	*195 080 €*	167 529 €	*27 551*	195 080 €	5 569 €	0	0
30	HAUTE GARONNE (Adasea	180 778 €	- €	167 410 €	*167 410 €*		*167 410 €*	- €	**167 410 €**	36 505 €	*5 554 €*	*36 505 €*	*12 820 €*	**54 879 €**	40 953 €	**40 953 €**	*208 363 €*	172 098 €	*36 266*	208 363 €	8 920 €	0	0
31	GERS (Adasea)	257 980 €	*5 953 €*	253 031 €	*258 984 €*		*257 980 €*	- €	**257 980 €**	83 713 €	*12 736 €*	FAUX	- €	**96 449 €**	98 248 €	**96 449 €**	*354 429 €*	232 758 €	*121 671*	354 429 €	12 736 €	1 799	1 051
32	HERAULT (Adasea)	175 370 €		176 076 €	*176 076 €*		*175 370 €*	*706 €*	**176 076 €**	29 064 €	*4 422 €*	FAUX	- €	**33 486 €**	40 264 €	**33 486 €**	*209 562 €*	143 104 €	*66 458*	209 562 €	5 128 €	6 778	3 961
33	ILLE ET VILAINE (Adasea)	315 868 €		334 132 €	*334 132 €*		*315 868 €*	*18 264 €*	**334 132 €**	6 965 €	*1 060 €*	FAUX	- €	**8 025 €**	12 531 €	**8 025 €**	*342 157 €*	225 983 €	*116 174*	342 157 €	19 324 €	4 506	2 633
34	INDRE (Adasea)	141 852 €	- €	140 939 €	*140 939 €*		*140 939 €*	- €	**140 939 €**	20 887 €	*3 178 €*	*20 887 €*	*7 335 €*	**31 400 €**	35 173 €	**31 400 €**	*172 339 €*	113 918 €	*58 421*	172 339 €	9 600 €	3 773	2 205
35	INDRE ET LOIRE (Adasea)	145 894 €	*6 513 €*	137 919 €	*144 432 €*		*144 432 €*	- €	**144 432 €**	13 581 €	*2 066 €*	*13 581 €*	*4 769 €*	**20 416 €**	13 227 €	**13 227 €**	*157 659 €*	111 632 €	*46 027*	157 659 €	1 810 €	0	0
36	ISERE (Adasea)	257 974 €	*9 469 €*	258 668 €	*258 668 €*		*257 974 €*	*694 €*	**258 668 €**	31 272 €	*4 758 €*	FAUX	- €	**36 030 €**	37 811 €	**36 030 €**	*294 698 €*	202 473 €	*92 225*	294 698 €	5 452 €	1 781	1 041
37	JURA (Adasea)	163 231 €		193 006 €	*193 006 €*		*163 231 €*	*29 775 €*	**193 006 €**	16 399 €	*2 495 €*	FAUX	- €	**18 894 €**	18 272 €	**18 272 €**	*211 278 €*	125 741 €	*85 537*	211 278 €	31 640 €	0	0
38	LANDES (Adasea)	158 541 €	- €	138 760 €	*138 760 €*		*138 760 €*	- €	**138 760 €**	50 151 €	*7 630 €*	*50 151 €*	*17 612 €*	**75 393 €**	69 070 €	**69 070 €**	*207 830 €*	146 083 €	*61 747*	207 830 €	862 €	0	0
39	LOIR ET CHER (Adasea)	152 527 €	- €	114 873 €	*114 873 €*		*114 873 €*	- €	**114 873 €**	8 178 €	*1 244 €*	*8 178 €*	*2 872 €*	**12 294 €**	8 218 €	**8 218 €**	*123 091 €*	112 494 €	*10 597*	123 091 €	37 614 €	0	0
40	LOIRE (Adasea)	294 666 €	- €	347 952 €	*347 952 €*		*294 666 €*	*53 286 €*	**347 952 €**	10 613 €	*1 615 €*	FAUX	- €	**12 228 €**	7 729 €	**7 729 €**	*355 681 €*	211 680 €	*144 001*	355 681 €	50 402 €	0	0
41	HAUTE LOIRE (Adasea)	249 897 €	- €	249 978 €	*249 978 €*		*249 897 €*	*81 €*	**249 978 €**	57 307 €	*8 719 €*	FAUX	- €	**66 026 €**	79 896 €	**66 026 €**	*316 004 €*	215 043 €	*100 961*	316 004 €	8 600 €	13 870	8 106
42	LOIRE ATLANTIQUE (Chre	282 842 €	- €	282 415 €	*282 415 €*		*282 415 €*	- €	**282 415 €**	59 662 €	*9 077 €*	*59 662 €*	*20 953 €*	**89 692 €**	85 351 €	**85 351 €**	*367 766 €*	239 753 €	*128 013*	367 766 €	25 262 €	0	0
43	LOIRET (Adasea)	138 501 €	- €	157 452 €	*157 452 €*		*138 501 €*	*18 951 €*	**157 452 €**	31 544 €	*4 799 €*	FAUX	- €	**36 343 €**	23 323 €	**23 323 €**	*180 775 €*	109 344 €	*71 431*	180 775 €	10 730 €	0	0
44	LOT (Adasea)	246 147 €	*96 300 €*	150 607 €	*246 907 €*		*246 147 €*	- €	**246 147 €**	72 740 €	*11 067 €*	FAUX	- €	**83 807 €**	75 713 €	**75 713 €**	*321 860 €*	223 221 €	*98 639*	321 860 €	2 973 €	0	0
45	LOT ET GARONNE (Adase	188 707 €	- €	107 013 €	*107 013 €*		*107 013 €*	- €	**107 013 €**	5 181 €	*788 €*	*5 181 €*	*1 820 €*	**7 789 €**	3 963 €	**3 963 €**	*110 976 €*	135 721 €	*24 745*	110 976 €	82 912 €	0	0
46	LOZERE (Adasea)	224 515 €		206 227 €	*206 227 €*		*206 227 €*	- €	**206 227 €**	13 688 €	*2 083 €*	*13 688 €*	*4 807 €*	**20 578 €**	25 686 €	**20 578 €**	*226 805 €*	166 742 €	*60 063*	226 805 €	11 396 €	5 108	2 985
47	MAINE ET LOIRE (Adasea)	310 343 €		324 111 €	*324 111 €*		*310 343 €*	*13 768 €*	**324 111 €**	36 162 €	*5 502 €*	FAUX	- €	**41 664 €**	51 639 €	**41 664 €**	*365 775 €*	242 554 €	*123 221*	365 775 €	19 270 €	9 975	5 830
48	MANCHE (Adasea)	318 529 €	- €	332 952 €	*332 952 €*		*318 529 €*	*14 423 €*	**332 952 €**	61 040 €	*9 287 €*	FAUX	- €	**70 327 €**	200 198 €	**70 327 €**	*403 279 €*	265 699 €	*137 580*	403 279 €	23 710 €	129 871	75 902
49	MARNE (Adasea)	145 433 €	- €	133 373 €	*133 373 €*		*133 373 €*	- €	**133 373 €**	12 793 €	*1 946 €*	*12 793 €*	*4 493 €*	**19 232 €**	13 064 €	**13 064 €**	*146 437 €*	110 758 €	*35 679*	146 437 €	11 780 €	0	0
50	HAUTE MARNE (Chambre	146 883 €		117 784 €	*117 784 €*		*117 784 €*	- €	**117 784 €**	20 000 €	*3 043 €*	*20 000 €*	*7 024 €*	**30 067 €**	23 950 €	**23 950 €**	*141 734 €*	114 119 €	*27 615*	141 734 €	25 149 €	0	0
51	MAYENNE (Adasea)	341 652 €		357 836 €	*357 836 €*		*341 652 €*	*16 184 €*	**357 836 €**	22 246 €	*3 385 €*	FAUX	- €	**25 631 €**	36 321 €	**25 631 €**	*383 467 €*	254 730 €	*128 737*	383 467 €	19 569 €	10 690	6 248
52	MEURTHE ET MOSELLE (	205 757 €	- €	185 778 €	*185 778 €*		*185 778 €*	- €	**185 778 €**	19 020 €	*2 894 €*	*19 020 €*	*6 680 €*	**28 594 €**	17 264 €	**17 264 €**	*203 042 €*	157 344 €	*45 698*	203 042 €	21 736 €	0	0
53	MEUSE (Chambre d'agricu	129 677 €	- €	134 466 €	*134 466 €*		*129 677 €*	*4 789 €*	**134 466 €**	17 187 €	*2 615 €*	FAUX	- €	**19 802 €**	42 636 €	**19 802 €**	*154 268 €*	88 476 €	*65 792*	154 268 €	7 404 €	22 834	13 345
54	MORBIHAN (Adasea)	286 512 €		272 117 €	*272 117 €*		*272 117 €*	- €	**272 117 €**	18 340 €	*2 790 €*	*18 340 €*	*6 441 €*	**27 571 €**	61 876 €	**27 571 €**	*299 688 €*	213 397 €	*86 291*	299 688 €	5 164 €	34 305	20 049
55	MOSELLE (Adasea)	116 882 €	*7 705 €*	108 495 €	*116 200 €*		*116 200 €*	- €	**116 200 €**	25 808 €	*3 926 €*	*25 808 €*	*9 063 €*	**38 797 €**	39 543 €	**38 797 €**	*154 997 €*	99 883 €	*55 114*	154 997 €	12 307 €	746	436
56	NIEVRE (Adasea)	136 704 €	- €	137 863 €	*137 863 €*		*136 704 €*	*1 159 €*	**137 863 €**	21 910 €	*3 333 €*	FAUX	- €	**25 243 €**	47 935 €	**25 243 €**	*163 106 €*	111 030 €	*52 076*	163 106 €	4 492 €	22 692	13 262
57	NORD (Adasea)	139 042 €	- €	117 854 €	*117 854 €*		*117 854 €*	- €	**117 854 €**	21 350 €	*3 248 €*	*21 350 €*	*7 498 €*	**32 096 €**	32 260 €	**32 096 €**	*149 950 €*	112 274 €	*37 676*	149 950 €	10 442 €	164	96
58	OISE (Adasea)	118 943 €	- €	126 435 €	*126 435 €*		*118 943 €*	*7 492 €*	**126 435 €**	47 523 €	*7 230 €*	FAUX	- €	**54 753 €**	40 356 €	**40 356 €**	*166 791 €*	166 526 €	*50 265*	166 791 €	326 €	0	0
59	ORNE (Adasea)	221 318 €	- €	216 541 €	*216 541 €*		*216 541 €*	- €	**216 541 €**	16 554 €	*2 519 €*	*16 554 €*	*5 814 €*	**24 887 €**	21 362 €	**21 362 €**	*237 903 €*	166 509 €	*71 394*	237 903 €	31 €	0	0
60	PAS DE CALAIS (Adasea)	151 780 €	- €	130 849 €	*130 849 €*		*130 849 €*	- €	**130 849 €**	23 769 €	*3 616 €*	*23 769 €*	*8 347 €*	**35 732 €**	28 240 €	**28 240 €**	*159 089 €*	122 885 €	*36 204*	159 089 €	16 460 €	0	0
63	PUY DE DOME (Adasea)	235 264 €	*7 574 €*	236 617 €	*236 617 €*		*235 264 €*	*1 353 €*	**236 617 €**	39 044 €	*5 940 €*	FAUX	- €	**44 984 €**	80 625 €	**44 984 €**	*281 601 €*	192 016 €	*89 585*	281 601 €	7 293 €	35 641	20 830
64	PYRENEES ATLANTIQUE	237 623 €	*6 599 €*	229 294 €	*236 393 €*		*235 893 €*	- €	**235 893 €**	71 707 €	*10 910 €*	*71 707 €*	*25 183 €*	**107 800 €**	116 043 €	**107 800 €**	*343 693 €*	216 531 €	*127 162*	343 693 €	34 363 €	8 241	4 817
65	HAUTES PYRENEES (Ada	196 715 €	*17 799 €*	182 346 €	*200 145 €*		*196 715 €*	- €	**196 715 €**	43 265 €	*6 582 €*	FAUX	- €	**49 847 €**	106 283 €	**49 847 €**	*246 562 €*	167 986 €	*78 576*	246 562 €	6 582 €	56 436	32 983
66	PYRENEES ORIENTALES	176 368 €		202 184 €	*202 184 €*		*176 368 €*	*25 816 €*	**202 184 €**	38 781 €	*5 900 €*	FAUX	- €	**44 681 €**	55 804 €	**44 681 €**	*246 865 €*	150 605 €	*96 260*	246 865 €	31 716 €	11 123	6 501
67	BAS RHIN (Adasea)	128 796 €	- €	81 179 €	*81 179 €*		*81 179 €*	- €	**81 179 €**	25 458 €	*3 873 €*	*25 458 €*	*8 941 €*	**38 272 €**	30 731 €	**30 731 €**	*111 910 €*	107 977 €	*3 933*	111 910 €	42 344 €	0	0
68	HAUT RHIN (Chambre d'ag	70 163 €	*7 807 €*	76 494 €	*76 494 €*		*70 163 €*	*6 331 €*	**76 494 €**	17 594 €	*2 677 €*	FAUX	- €	**20 271 €**	42 205 €	**20 271 €**	*96 765 €*	61 429 €	*35 336*	96 765 €	9 006 €	21 934	12 819
69	RHONE (Adasea)	230 027 €		275 345 €	*275 345 €*		*230 027 €*	*45 318 €*	**275 345 €**	24 111 €	*3 668 €*	FAUX	- €	**27 779 €**	58 461 €	**27 779 €**	*303 124 €*	177 897 €	*125 227*	303 124 €	40 988 €	30 682	17 932
70	HAUTE SAONE (Adasea)	129 085 €		164 144 €	*164 144 €*		*129 085 €*	*35 059 €*	**164 144 €**	- €	- €	FAUX	- €	- €	0 €	**0 €**	*164 144 €*	90 359 €	*73 785*	164 144 €	35 059 €	0	0
71	SAONE ET LOIRE (Adasea)	263 463 €	*66 171 €*	207 858 €	*274 029 €*		*263 463 €*	- €	**263 463 €**	74 486 €	*11 332 €*	FAUX	- €	**85 818 €**	110 485 €	**85 818 €**	*349 281 €*	226 064 €	*123 217*	349 281 €	11 332 €	24 667	14 416
72	SARTHE (Adasea)	242 148 €	- €	180 828 €	*180 828 €*		*180 828 €*	- €	**180 828 €**	22 031 €	*3 352 €*	*22 031 €*	*7 737 €*	**33 120 €**	42 595 €	**33 120 €**	*213 948 €*	169 603 €	*44 345*	213 948 €	50 238 €	9 475	5 538
73	SAVOIE (Adasea)	118 636 €	- €	137 308 €	*137 308 €*		*118 636 €*	*18 672 €*	**137 308 €**	28 328 €	*4 310 €*	FAUX	- €	**32 638 €**	45 208 €	**32 638 €**	*169 946 €*	102 874 €	*67 072*	169 946 €	22 982 €	12 570	7 346
74	HAUTE SAVOIE (Adasea)	176 593 €	- €	152 911 €	*152 911 €*		*152 911 €*	- €	**152 911 €**	9 653 €	*1 469 €*	*9 653 €*	*3 390 €*	**14 512 €**	10 354 €	**10 354 €**	*163 265 €*	129 589 €	*33 676*	163 265 €	22 981 €	0	0
75	SEINE ARASEA (Adasea)	70 314 €	*6 242 €*	69 840 €	*76 082 €*		*70 314 €*	- €	**70 314 €**	5 116 €	*778 €*	FAUX	- €	**5 894 €**	4 160 €	**4 160 €**	*74 474 €*	52 802 €	*21 672*	74 474 €	950 €	0	0
76	SEINE MARITIME (Adasea	203 213 €	*1 596 €*	204 809 €	*204 809 €*		*203 213 €*	*1 596 €*	**204 809 €**	45 226 €	*6 881 €*	FAUX	- €	**52 107 €**	59 670 €	**52 107 €**	*256 916 €*	173 907 €	*83 009*	256 916 €	8 477 €	7 563	4 420
77	SEINE ET MARNE (Adasea	86 246 €	- €	88 083 €	*88 083 €*		*86 246 €*	*1 837 €*	**88 083 €**	- €	- €	FAUX	- €	- €	0 €	**0 €**	*88 083 €*	60 372 €	*27 711*	88 083 €	1 837 €	0	0
79	DEUX SEVRES (Adasea)	297 855 €		275 730 €	*275 730 €*		*275 730 €*	- €	**275 730 €**	26 830 €	*4 082 €*	*26 830 €*	*9 422 €*	**40 334 €**	55 047 €	**40 334 €**	*316 064 €*	227 280 €	*88 784*	316 064 €	8 621 €	14 713	8 599
80	SOMME (Adasea)	160 198 €	- €	116 233 €	*116 233 €*		*116 233 €*	- €	**116 233 €**	11 297 €	*1 719 €*	*11 297 €*	*3 967 €*	**16 983 €**	18 082 €	**16 983 €**	*133 216 €*	120 046 €	*13 170*	133 216 €	38 270 €	1 099	686
81	TARN (Adasea)	234 588 €	*29 909 €*	204 753 €	*234 662 €*		*234 588 €*	- €	**234 588 €**	97 223 €	*14 792 €*	FAUX	- €	**112 015 €**	101 085 €	**101 085 €**	*335 673 €*	232 267 €	*103 406*	335 673 €	3 862 €	0	0
82	TARN ET GARONNE (Ada	216 025 €	- €	225 832 €	*225 832 €*		*216 025 €*	*9 807 €*	**225 832 €**	5 405 €	*822 €*	FAUX	- €	**6 227 €**	1 664 €	**1 664 €**	*227 496 €*	155 001 €	*72 495*	227 496 €	6 066 €	0	0
83	VAR (ADASEA)	104 850 €	*8 557 €*	100 322 €	*108 879 €*		*104 850 €*	- €	**104 850 €**	9 285 €	*1 413 €*	FAUX	- €	**10 698 €**	2 080 €	**2 080 €**	*106 930 €*	79 895 €	*27 035*	106 930 €	7 205 €	0	0
84	VAUCLUSE (Adasea)	184 258 €	- €	152 249 €	*152 249 €*		*152 249 €*	- €	**152 249 €**	52 489 €	*7 986 €*	*52 489 €*	*18 434 €*	**78 909 €**	71 258 €	**71 258 €**	*223 507 €*	165 723 €	*57 784*	223 507 €	13 240 €	0	0
85	VENDEE (Adasea)	338 056 €	- €	363 609 €	*363 609 €*		*338 056 €*	*25 553 €*	**363 609 €**	120 047 €	*18 264 €*	FAUX	- €	**138 311 €**	268 605 €	**138 311 €**	*501 920 €*	320 672 €	*181 248*	501 920 €	43 817 €	130 294	76 149
86	VIENNE (ADASEA)	208 218 €	- €	194 232 €	*194 232 €*		*194 232 €*	- €	**194 232 €**	31 547 €	*4 800 €*	*31 547 €*	*11 079 €*	**47 426 €**	77 656 €	**47 426 €**	*241 658 €*	167 835 €	*73 823*	241 658 €	1 893 €	30 230	17 668
87	HAUTE VIENNE (ADASEA	172 136 €	*15 794 €*	152 681 €	*168 475 €*		*168 475 €*	- €	**168 475 €**	54 593 €	*8 306 €*	*54 593 €*	*19 173 €*	**82 072 €**	61 633 €	**61 633 €**	*230 108 €*	158 710 €	*71 398*	230 108 €	3 278 €	0	0
88	VOSGES (Adasea)	162 051 €	- €	163 438 €	*163 438 €*		*162 051 €*	*1 387 €*	**163 438 €**	9 358 €	*1 424 €*	FAUX	- €	**10 782 €**	16 382 €	**10 782 €**	*174 220 €*	119 986 €	*54 234*	174 220 €	5 600 €	3 273	
89	YONNE (Chambre d'Agricu	122 429 €	- €	117 454 €	*117 454 €*		*117 454 €*	- €	**117 454 €**	- €	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**	*117 454 €*	67 336 €	*50 118*	117 454 €	4 975 €	0	0
90	T. DE BELFORT (SUA)	39 563 €		42 569 €	*42 569 €*		*39 563 €*	*3 006 €*	**42 569 €**	4 582 €	*697 €*	FAUX	- €	**5 279 €**	12 495 €	**5 279 €**	*47 848 €*	30 901 €	*16 947*	47 848 €	3 703 €	7 216	4 217
	TOTAL	**16 495 017 €**	**518 869 €**	**15 331 007 €**			**15 289 229 €**	*428 590 €*	**15 719 119 €**	**2 549 902 €**	**387 949 €**	**1 104 676 €**	**387 949 €**	**3 325 800 €**	**3 068 783 €**	**3 068 783 €**	*18 787 902 €*	##########	*5 628 258 €*			**1 091 693**	**650 756**

MONTANT DU RELIQUAT SOCLE NATIONAL **775 898 €** - **2 €** = 3 325 800 €

1 164 010 € — **257 018 €** — **257 018 €**

Cpte-rendu d'activité reçu

	Montant prévu	Montant réalisé	Montant payé
Socle national	16 495 017 €	15 331 007 €	15 719 119 €
Volet optionnel	2 549 902 €	4 160 476 €	3 068 783 €
	19 044 919 €	**19 491 483 €**	**18 787 902 €**

Marge

Prévu-payé	257 018 €
Réserve nationale	243 738 €
Corse	160 000 €
TOTAL	**660 756 €**
Forfait 17	10 000 €
TOTAL final	**650 756 €**

59,6098%

Rapport d'activité 2009 *indiquer la période concernée*

Indiquer le nom de l'Odasea

	Tarif standart	Nombre de dossiers	Montant réalisé
SOCLE NATIONAL			- €
Répertoire à l'installation			**- €**
Animation du dispositif	19 980 €		- €
Accompagnement candidat	228 €		- €
Accompagnement cédant et propriétaire	456 €		- €
DICA	60 €		- €
Mise en relation non accompagnée	94 €		- €
Mise en relation accompagnée	275 €		- €
médiation foncière	369 €		- €
Installation - Cessation			**- €**
Animation du dispositif	18 100 €		- €
DJA (et prêt JA) (jusqu'à 30 dossiers)	898 €		- €
DJA (et prêt JA) (de 30 à 60 dossiers)	630 €		- €
DJA (et prêt JA) (au-delà de 60 dossiers)	497 €		- €
Avenants DJA (MTS- JA) (jusqu'à 30 dossiers)	174 €		- €
Avenants DJA (MTS- JA) (de 30 à 60 dossiers)	134 €		- €
Avenants DJA (MTS- JA) (au-delà de 60 dossiers)	87 €		- €
Vérification des engagements (jusqu'à 30 dossiers)	268 €		- €
Vérification des engagements (de 30 à 60 dossiers)	134 €		- €
Vérification des engagements (au-delà de 60 dossiers)	87 €		- €
PIDIL - Toutes actions nationales ou locales (jusqu'à 30 dossiers)	221 €		- €
PIDIL - Toutes actions nationales ou locales (de 30 à 60 dossiers)	154 €		- €
PIDIL - Toutes actions nationales ou locales (au-delà de 60 dossiers)	154 €		- €
ARP	456 €		- €
SOCLE OPTIONNEL			
Accompagnement des agriculteurs en difficulté			**- €**
Par agriculteur suivi	1 102 €		- €

TOTAL réalisé	- €

Rapport d'activité 2009 *indiquer la période concernée*

Indiquer le nom de l'Odasea

	Tarif commun / (montagne)	Nombre de dossiers	Montant réalisé
SOCLE NATIONAL			#VALEUR!
Répertoire à l'installation			**#VALEUR!**
Animation du dispositif	19980 / (24680) €		#VALEUR!
Accompagnement candidat	228 €		- €
Accompagnement cédant et propriétaire	456 / (503) €		#VALEUR!
DICA	60 €		- €
Mise en relation non accompagnée	94 €		- €
Mise en relation accompagnée	275 / (322) €		#VALEUR!
médiation foncière	369 €		- €
Installation - Cessation			**#VALEUR!**
Animation du dispositif	18 100 / (22 800) €		#VALEUR!
DJA (et prêt JA) (jusqu'à 30 dossiers)	898 €		- €
DJA (et prêt JA) (de 30 à 60 dossiers)	630 €		- €
DJA (et prêt JA) (au-delà de 60 dossiers)	500 €		- €
Avenants DJA (MTS- JA) (jusqu'à 30 dossiers)	174 €		- €
Avenants DJA (MTS- JA) (de 30 à 60 dossiers)	134 €		- €
Avenants DJA (MTS- JA) (au-delà de 60 dossiers)	87 €		- €
2ème versement DJA et contrôle au terme de l'EPI (jusqu'à 30 dossiers)	268 €		- €
2ème versement DJA et contrôle au terme de l'EPI (de 30 à 60 dossiers)	134 €		- €
2ème versement DJA et contrôle au terme de l'EPI (au-delà de 60 dossiers)	87 €		- €
PIDIL - Toutes actions nationales ou locales (jusqu'à 30 dossiers)	221 €		- €
PIDIL - Toutes actions nationales ou locales (de 30 à 60 dossiers)	154 €		- €
PIDIL - Toutes actions nationales ou locales (au-delà de 60 dossiers)	154 €		- €
ARP	456 €		- €
SOCLE OPTIONNEL			
Accompagnement des agriculteurs en difficulté			**- €**
Par agriculteur suivi	1 102 €		- €

TOTAL réalisé	**#VALEUR!**